

Unité départementale de la Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 25 Juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 23/06/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE (FERS)**

4 rue Chevreul ZI du Cormier  
B.P. 411  
49300 Cholet

**Références :** D 25.0263  
**Code AIOT :** 0006308646

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE (FERS) implanté ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un incendie survenu le dimanche 22 juin 2025 dans une case de transit de déchets non-dangereux, l'inspection a effectué une visite d'inspection réactive après avoir pris contact avec l'exploitant le lundi matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE (FERS)
- ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny
- Code AIOT : 0006308646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bellevigny est un centre de transfert de déchets non dangereux, avec tri sommaire de certains déchets. Il est également autorisé et agréé pour la prise en charge de véhicules hors d'usage.

Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25/10/2018, et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 30/05/2016 pour l'agrément véhicules hors d'usage.

L'inspection constate en visite que le site effectue majoritairement le tri, transit ou regroupement de déchets non-dangereux de nature industrielle.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déchets - État des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que l'incendie avait été correctement géré par les pompiers et les équipements en place (bâche incendie, surpresseur, poteau interne normalisé, bassin de confinement). Une première fiche de synthèse a été déjà transmise à l'inspection.

L'inspection a noté toutefois qu'un état des stocks devait être disponible sur le site et accessible. Cet état ne peut actuellement être établi que de manière manuelle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les services d'incendie et de secours ont informé l'inspection des installations classées de la survenue d'un incendie au sein de l'entreprise Brangeon recyclage à Bellevigny le dimanche 22 juin 2025 vers 15h30.</p> <p>La visite réalisée le lendemain matin a permis de constater qu'une case extérieure de stockage d'encombrants de déchetterie en transit d'une surface d'environ 400 mètres carrés avait fait l'objet d'un incendie spontané ce dimanche 22 juin 2025. Environ 30 tonnes d'encombrants de déchèteries sont concernés par cet incendie.</p> <p>Les caméras de surveillance de l'exploitant ont enregistré le phénomène en permettant de voir le démarrage de cet incendie et l'intervention des pompiers. Selon l'enregistrement les émissions de fumées auraient duré moins de 40 minutes. Ces vidéos ne permettent toutefois pas de déterminer l'origine de l'incendie qui semblerait lié selon l'exploitant à une auto combustion liée aux fortes températures enregistrées ce week-end.</p> <p>Un sapeur-pompier volontaire passant à proximité du site a aperçu les fumées et a immédiatement déclenché l'intervention des équipes de pompiers extérieurs.</p> <p>La présence d'une boîte "pompier" à l'entrée du site a permis aux pompiers de prévenir immédiatement l'exploitant qui a dépêché du personnel sur site.</p> <p>Les pompiers ont branché une lance incendie sur un poteau interne au site relié à une bâche incendie de 90 mètres cubes et d'un surpresseur. Ces moyens en eau couplés aux engins de</p>

manutention ont permis d'étaler les déchets et de les arroser progressivement (sans agent moussant). Cette intervention a été très rapide.



Les déchets ont ensuite été recouverts de matériaux inertes (en permanence présents sur site) pour prévenir tout risque de redémarrage de feu. L'exploitant a mandaté un agent de surveillance via son contrat de télésurveillance jusqu'à lundi matin.



L'inspection a constaté la présence des déchets recouverts de matériaux inertes dans cette case constituée de blocs bétons sur trois faces. Aucune propagation aux cases voisines n'a été constaté. Toutefois, lors de leur intervention, les pompiers ont constaté que des flammèches ou déchets légers (un papier calciné a été vu) s'étaient envolées et avait commencé à brûler des herbes du terrain communal jouxtant le site.

Le site ne subit aucune de rupture de fonctionnement et reste en fonctionnement. Seul un filet anti-envol bordant la case de stockage des encombrants a été entièrement endommagé et doit être remplacé.

L'inspection a examiné les vidéos enregistrées par le système interne. Des apports d'encombrant dans cette case sont constatés entre jeudi et samedi matin. Selon les emplacements des déchargements, les déchets en cause auraient été apportés vraisemblablement jeudi.

L'exploitant dispose d'une caméra thermique à lecture directe (vue en visite, avec test de bon fonctionnement). Une feuille de suivi des contrôles hebdomadaire (avec contrôle le Vendredi soir) a été examinée. Cette caméra a été utilisée après l'intervention des pompiers et le recouvrement des déchets.

Les pompiers ont arrosé les déchets avec une quantité assez faible d'eau. Lors de la visite, la bache de 90 m<sup>3</sup> était en cours de ré-emplissage. L'exploitant estime que 45 m<sup>3</sup> ont été utilisés, sans emploi d'agent moussant.

Les deux bassins d'orage du site ont été confinés par le directeur. Un des bassins contient les eaux ayant servi à l'extinction.



L'exploitant a démontré une bonne réactivité sur la gestion de cet incendie, et a transmis à

l'inspection tous les premiers éléments dès le lendemain.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>La fiche de notification a bien été transmise à l'inspection le 23 juin 2025. Selon les investigations restant à mener, l'exploitant doit établir un rapport plus circonstancié dans un délai de 15 jours.</p> <p>Ce rapport apportera des éléments sur le devenir des déchets incendiés, sur le devenir des eaux d'extinction confinées actuellement, et sur la remise en état des équipements endommagés (clôture, filet anti-envol, etc.).</p> <p>Compte tenu de la situation de l'entreprise en zone artisanale avec des enjeux limités à proximité et des éléments qui précèdent (nature et quantité des combustibles en jeu, émissions de fumées pendant une durée limitée, absence de rejets des eaux d'extinction), il n'est pas demandé de contrôler l'impact de l'incendie sur l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

## N° 2 : Déchets - État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. <b>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</b> Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. »</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'intervention des pompiers, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir un état de ses stocks présents sur site. En effet, le système informatique ne permet pas d'établir cet état de stock immédiatement. Celui-ci doit être réalisé manuellement.</p> <p>L'inspection rappelle la disposition ministérielle imposant un état des stocks au minimum hebdomadaire tenu à la disposition des services d'incendie de secours en cas de besoin.</p> <p>Ce constat est donc jugé non conforme.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant doit faire évoluer ses procédures et ses outils informatiques afin de pouvoir établir de manière hebdomadaire l'état des stocks des déchets présents sur son site. Cet état des stocks devra être disponible pour les services d'incendie de secours en cas de besoin à tout instant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

